

D 792 EL SALVADOR: NOUVEAU MASSACRE AU SUMPUL

On se souvient qu'en mai 1980, quelque 600 hommes, femmes et enfants salvadoriens avaient été massacrés par les soldats d'El Salvador sur la rivière Sumpul, ligne frontière avec le Honduras (cf. DIAL D 636, 637 et 691). Quelque 1.000 personnes ont subi un sort identique le long du fleuve Lempa, à la frontière du Honduras, en décembre 1981 (cf. DIAL D 755).

Dans le cadre d'une nouvelle opération de bouclage, menée conjointement avec l'armée hondurienne dans le double but de pourchasser les guérilleros et les réfugiés salvadoriens, la Garde nationale d'El Salvador vient, les 29 et 30 mai 1982, de massacrer à nouveau quelques centaines d'hommes, de femmes et d'enfants salvadoriens. Le nombre exact des victimes est, pour l'heure, impossible à établir. Les chiffres sont avancés, par recoupement des témoignages des survivants, dans le communiqué ci-dessous publié au Honduras, le 15 juin 1982, par le COSPUCA - Comité de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale.

Note DIAL

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ  
AVEC LES PEUPLES D'AMÉRIQUE CENTRALE

(Intertitres de DIAL)

Appel au Conseil oecuménique des Eglises  
à la Commission interaméricaine des droits de l'homme  
à la Commission centro-américaine des droits de l'homme  
à l'Organisation des Nations-Unies (ONU)  
aux organisations internationales de solidarité  
aux institutions humanitaires mondiales

Par ce communiqué urgent, nous lançons un appel aux institutions humanitaires, aux organisations de solidarité et de défense des droits de l'homme, aux Eglises, aux organisations démocratiques du monde entier, etc., pour qu'elles prennent note de l'aggravation de la situation des réfugiés salvadoriens au Honduras, lesquels font l'objet d'agressions et d'atteintes aux droits de l'homme.

Devant cette situation, nous demandons aux organisations internationales précitées de dénoncer publiquement ces faits et de faire pression sur les gouvernements du Honduras et d'El Salvador pour qu'ils mettent un terme aux violations du droit à la vie des réfugiés. Nous espérons également une mobilisation la plus rapide possible d'observateurs internationaux pour la zone frontalière du Honduras et d'El Salvador, afin qu'ils constatent sur

place la réalité de nos dénonciations et que, par leur présence, ils soient une force morale de dissuasion permettant d'éviter la répétition des atteintes aux principes de l'existence humaine.

Les faits motivant cet appel urgent à la conscience universelle sont les suivants.

(Premières incursions salvadoriennes)

Le 28 mai dernier, dans la région frontalière de Chalatenango d'El Salvador, les troupes de ce pays ont fait une incursion en territoire hondurien. La panique s'est emparée de la population salvadorienne stationnée dans cette zone, alors qu'elle est déjà victime de la persécution rigoureuse des troupes gouvernementales. Cette population, bien que non impliquée dans le conflit interne du pays, subit cependant les coups les plus durs de la répression et des opérations militaires, du fait qu'elle est sans défense devant les attaques des troupes gouvernementales et des groupes irréguliers.

Le lendemain 29 mai, des observateurs honduriens installés en territoire hondurien ont pu constater les actes de violation de la souveraineté territoriale et de l'espace aérien du Honduras, de la part des hélicoptères de la Force aérienne salvadorienne. Les insignes et identifications de ces appareils fortement armés et transportant des soldats salvadoriens ont été clairement aperçus par les habitants de La Virtud, La Cañada, Chupamiel et Los Filos, hameaux situés en territoire hondurien et survolés par les hélicoptères des envahisseurs.

(Opération conjointe de bouclage)

Le 30 mai, deux bataillons de la Garde nationale d'El Salvador, en provenance des localités de Sensuntepeque et de Victoria, en El Salvador, se sont dirigés vers le territoire hondurien et y ont pénétré par le lieu-dit La Haciendita. Ils ont pénétré jusqu'à La Cañada, une localité située dans une poche territoriale en litige avec El Salvador. Conformément aux accords du traité de paix signé en 1979 entre les deux gouvernements, c'est une zone qui ne peut être militarisée tant que le litige territorial ne sera pas réglé entre les deux pays.

La présence de troupes salvadoriennes dans ce territoire litigieux constitue une violation évidente de l'accord de paix entre les deux pays, de même qu'elle est une violation du territoire hondurien; ces incursions ne semblent pas importantes aux autorités honduriennes, du fait de la collaboration ouverte qu'elles apportent à la stratégie de contre-insurrection d'El Salvador. De tels agissements sont aussi une violation des normes du droit international régissant les territoires en litige, comme c'est le cas des poches à la frontière d'El Salvador et du Honduras.

L'atteinte à la souveraineté hondurienne recouvre, dans le cas présent, un acte extrêmement grave de crime contre l'humanité car les troupes salvadoriennes sont responsables d'un nouveau massacre de paysans salvadoriens. Cela s'est passé le 30 mai, date à laquelle les mêmes troupes salvadoriennes ont procédé à l'expulsion par la force de familles honduriennes du hameau d'El Amatillo, contraintes de quitter leurs maisons pour se transférer dans le hameau voisin de Los Hernandez. Dans une attitude d'orgueil et de mépris envers les paysans honduriens d'El Amatillo, de Los Hernandez et d'El Morral, les troupes salvadoriennes ont obligé ces familles à les nourrir pendant toute la durée de leur incursion en territoire hondurien, avec la circonstance aggravante qu'il s'agit de familles extrêmement pauvres et qui n'ont reçu aucune rétribution.

Tandis que les troupes salvadoriennes commençaient leur opération-éclair, l'armée hondurienne intervenait dans le cadre de la tactique contre-insurrectionnelle de la Garde nationale salvadorienne et installait un dispositif de bouclage à partir des hamaux d'El Amatillo, de La Cañada et de Chupamiel, transformés en cantonnement pour un nombre conséquent de soldats honduriens engagés dans l'opération et en antenne médicale pour les blessés au cours de l'intervention.

Cette opération de bouclage avait également pour but d'empêcher le passage de nouveaux réfugiés s'enfuyant en territoire hondurien, comme en d'autres occasions qui se sont soldées par les massacres de la rivière Sumpul en mai 1980 et du fleuve Lempa en mars 1981.

Une preuve supplémentaire de la présence de troupes salvadoriennes sur notre territoire est constituée par les démarches de soldats d'El Salvador venus jusqu'à La Virtud pour changer des colons (monnaie salvadorienne) en lempiras honduriens, et cela en quantités telles que, dans les mains de simples soldats salvadoriens, cela ne pouvait être que le produit du vol et du pillage des victimes qui venaient d'être massacrées à la frontière.

Le 4 juin, les combats contre les forces insurrectionnelles d'El Salvador ont pris fin dans la région frontalière. Le théâtre des opérations s'est alors déplacé vers l'intérieur du territoire salvadorien, mettant ainsi fin à la présence de soldats salvadoriens en territoire hondurien. Cependant, dans le cadre de cette nouvelle opération contre-insurrectionnelle, les faits suivants ont eu lieu.

#### (Nouveaux massacres sur la rivière Sumpul)

Le 29 mai, à l'occasion des combats, une série d'attaques ont été lancées contre la population civile en territoire salvadorien. Elles ont été le fait du Bataillon Belloso, qui vient d'achever son entraînement à Fort Briggs, aux Etats-Unis. En conséquence, un grand nombre de paysans sans défense ont fui la région de Amates et de Santa Anita pour se réfugier au Honduras, en un exode massif et désespéré pour sauver leurs vies.

Le lendemain 30 mai, cette même population qui fuyait par monts et par vaux, affectée par les intempéries de saison et par la faim, s'est heurtée à la fatidique Garde nationale d'El Salvador. Celle-ci s'est mise à mitrailler sans pitié les gens sans défense. L'action génocidaire s'est soldée par la mort d'environ 600 personnes, entre hommes, vieillards, femmes et enfants qui, terrorisés, s'enfuyaient en traversant la rivière Sumpul. Pourchassés à mort, de nombreux enfants et vieillards se sont noyés dans les eaux de la rivière en question, qui se sont donc rougies du sang des victimes innocentes d'une barbarie génocidaire, comme cela s'était déjà produit lors du premier massacre de la rivière Sumpul en mai 1980 (1), sur la frontière avec le Honduras.

A l'heure actuelle, et comme résultat de cette chasse aveugle et implacable menée en coordination par les soldats du Honduras et d'El Salvador, on estime que de nombreuses familles de paysans salvadoriens sont encore en train d'errer dans les montagnes et les vallées de la région. C'est en particulier le cas d'enfants ayant perdu leurs parents et des autres gens ayant cherché refuge en territoire hondurien. Tous ceux qui ont été témoins de ces horribles actes de sauvagerie génocidaire craignent que ces familles, errant dans cette région frontalière, puissent se trouver nez à nez avec des patrouilles de soldats salvadoriens ou honduriens et soient bassement assassinés. Des patrouilles circulent en effet tous les jours à la recherche des survivants.

---

(1) Cf. DIAL D 636, 637 et 691 (NdT).

Les témoins irréfutables de ces faits terrifiants rapportés ici, ce sont les 163 réfugiés salvadoriens qui sont arrivés le vendredi 11 juin à 6 H du soir dans le camp de Mesa Grande. Ils ont réussi à se sauver, en pénétrant en territoire hondurien, grâce à l'intervention d'un groupe d'observateurs internationaux qui sont normalement à demeure au camp de Mesa Grande, à 50km de la frontière. En apprenant les opérations en cours et les massacres perpétrés en territoire salvadorien et en région frontalière, ces observateurs se sont rendus sur place; ils ont ainsi empêché les troupes honduriennes de continuer à terroriser psychologiquement les gens, à les assassiner sur place ou à les repousser pour qu'ils tombent aux mains de la Garde salvadorienne prête à les massacrer (2).

#### (Témoignages de Salvadoriens)

Les réfugiés salvadoriens, installés pour l'heure et provisoirement dans le camp de Mesa Grande, ont raconté des faits tellement effroyables qu'ils semblent incroyables en plein 20e siècle. Des faits bestiaux et sanguinaires comme ce que raconte ce couple de réfugiés: au cours de leur fuite et après avoir perdu une fillette, ils ont cherché à sauver leurs vies en se dirigeant vers une maison, mais ils s'en sont approchés prudemment car ils entendaient sortir les cris déchirants de deux femmes et de deux enfants en train d'être brûlés vifs par des soldats salvadoriens.

C'est aussi le cas de cette mère, aujourd'hui réfugiée au Honduras, devenue totalement muette et hagarde, sous le coup de l'horreur et de l'angoisse suscitées par la perte de six enfants en bas âge.

Les récits macabres seraient interminables car chacun des 163 réfugiés survivants ont été témoins de tragédies, puisqu'ils faisaient partie d'un groupe d'environ 700 personnes qui cherchaient à s'approcher du Honduras, dans une zone située entre le hameau de Los Hernandez et la rivière Jorón. C'est de là que les ont ramenés les observateurs internationaux qui, au risque de leur vie et après d'âpres discussions avec les officiers et les soldats honduriens qui les encerclaient, ont mené à bien l'action héroïque et noble de leur sauvetage.

Parmi ce groupe de personnes qui ont aujourd'hui réussi provisoirement à se sauver et qui se trouvent à Mesa Grande, il y en a une dizaine blessées par balles ou par accident, dont quelques enfants. L'une des difficultés dramatiques de cette odyssée a été de rester sans manger pendant près de quinze jours, si ce n'est des herbes et des racines; des personnes sont mortes de faim en cours de route, et les autres du fait des mitraillages et des bombardements de la Garde nationale génocidaire d'El Salvador.

#### (L'urgence de la dénonciation)

Alors que nous rassemblions les éléments de cette information, le dimanche 13 juin sont arrivés à Mesa Grande 28 autres réfugiés. Ils ont déclaré que, près du hameau de Los Hernandez, il y avait encore 500 personnes qui pourraient, sans l'aide nationale ou internationale, être repoussées par l'armée hondurienne en direction de la Garde nationale d'El Salvador et être exécutées par cette dernière.

---

(2) Quand, en fin 1981, les autorités honduriennes ont exigé le déplacement à Mesa Grande des réfugiés salvadoriens installés à la frontière, les observateurs internationaux ont exprimé leurs craintes devant la suppression de "témoins gênants" à la frontière (cf. DIAL supplément au n° 766, "Solidarité Amérique centrale", pages 21 à 23). La suite des événements devait leur donner raison (NdT).

C'est pourquoi, devant tous les faits exposés ici, nous lançons un appel angoissé et véhément à toutes les organisations internationales de solidarité pour qu'elles concourent à sauver la vie des paysans salvadoriens cherchant refuge au Honduras, pour qu'elles envoient immédiatement des observateurs internationaux sur les deux côtés de la frontière entre le Honduras et El Salvador, pour qu'elles constatent sur place les faits survenus et constituant, à l'encontre du peuple salvadorien, un crime contre l'humanité

Dans le cadre de cet appel, nous pressons également les organismes et les personnes qui liront cet appel, d'envoyer immédiatement des protestations aux gouvernements du Honduras et d'El Salvador, de faire connaître les faits rapportés ici, d'aller au Honduras ou d'y faire envoyer des observateurs internationaux.

Tegucigalpa, le 15 mai 1982

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F  
Directeur de publication : Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441